

À Montpellier, les habitants questionnés sur la précarité

Financée par la Fondation Abbé Pierre, l'association AREA a réalisé deux études sociologique sur les Roms et les bidonvilles.



L'Association Recherche Education Action (AREA) suit et accompagne les habitants de 3 bidonvilles montpelliérains depuis 2016, soit au total quelque 260 personnes, installées en centre-ville ou en périphérie, toutes originaires de l'est de l'Europe.

5 salariés et une dizaine de bénévoles permettent à l'association d'assurer un accompagnement global en allant vers les personnes et en partant de leur demande. De l'accès aux droits (logement, santé...) à l'insertion économique et sociale en passant par la scolarité, tous les besoins sont

pris en compte, de manière inconditionnelle.

Au quotidien, l'association développe son action de proximité avec 4 priorités : une médiation spécifique sur les problématiques relatives à la santé, l'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle, l'accompagnement vers le logement et le changement du regard sur les personnes vivant en bidonvilles.

Des habitants concernés

Les premiers résultats de l'enquête qui a porté sur 800 personnes mettent en évidence une vision très juste de la précarité sur laquelle les habitants portent un regard bienveillant et protecteur, bien loin de tous préjugés.

La majorité des personnes interviewées confirment que les Roms sont parmi les plus précaires et les moins bénéficiaires des dispositifs d'aide sociale.

Chanteur d'opéra, infirmière... les personnes qui ont répondu à l'enquête représentaient tous les âges et tous les statuts sociaux et professionnels.

Catherine Vassaux, directrice de l'association, a participé ponctuellement aux entretiens, aux côtés des 3 étudiants de la faculté Paul Valery, en licence 3 et en Master 2 de sociologie :

« Ce qui est marquant, c'est que la majeure partie des réponses soulignent que « si les personnes sont là, c'est bien qu'elles ont une raison » : la grande majorité des personnes qui ont répondu à l'enquête considèrent qu'il ne faut pas expulser les personnes des bidonvilles.

Seuls 10 % d'entre elles considèrent que les Roms doivent être expulsés, les identifiant uniquement comme des personnes qui mendient. »

Le bidonville fait partie de la ville

Soutenue depuis plusieurs années par la Fondation Abbé Pierre, l'association a pris l'initiative de co-réaliser deux études sociologiques avec le laboratoire d'études et de recherches en sociologie et en ethnologie de Montpellier (Faculté Paul Valéry), sous la direction du professeur Denis Fleurdorge.

Les deux enquêtes ont été menées de janvier à mai dernier, sur un échantillon constitué d'après les quotas de l'Insee (âge, sexe, domicile...).

La première s'est penchée sur le regard que portent les habitants de la capitale de l'Occitanie sur les Roms, et la deuxième s'est intéressée aux liens entre la ville et les bidonvilles, notamment au travers du travail informel.

« Ce qui est frappant, c'est que le ressenti des MontPELLIÉRAINS à l'égard des Roms n'est pas du tout celui que véhicule le discours politique ou médiatique actuel. Ce discours n'a que peu d'emprise sur les habitants qui considèrent que les Roms sont des personnes en situation de grande précarité, qui exercent une activité professionnelle, qui vivent en bidonville et qui sont très peu aidés par les pouvoirs publics.

Autre fait marquant de l'enquête : « Pour les MontPELLIÉRAINS, le bidonville n'est pas une entité à part et à l'extérieur de la ville ; il fait partie de la ville et leurs habitants peuvent être intégrés », poursuit Jose Lagorce, sociologue et travailleur social à AREA, qui a piloté avec Denis Fleurdorge le travail des étudiants pendant toute la durée des enquêtes.